

		Initiatives citoyennes		Communes			
N	Turbulence	Prio-risa-fion	commentaire/précisions/prise de note	Prio-risa-fion	commentaire/précisions/prise de note	N	
1	Les citoyens et les administrations n'arrivent jamais à se rencontrer en raison des différences d'horaires.				Pas le cas entre les deux administrations	Les citoyens et les administrations n'arrivent jamais à se rencontrer en raison des différences d'horaires.	1
2	Les portes de l'administration ne s'ouvrent pas facilement aux citoyen.ne.s. Ils sont renvoyés de service en service.	I	La porte d'entrée, ce sont les appels à projets et leur accompagnement. Il y a déjà un gros chantier au sein de BE pour améliorer le service info.				
3	La (non) structure des citoyens rend son rapport avec les institutions difficiles.	I	Avec BE pas eu ce type de souci (juste nom et compte en banque) mais pour d'autres types d'administration il y a eu des besoins de créer des asbl	AT	Tjs question de la coordination	La multiplicité des interlocuteurs et des services au sein des administrations, tant régionales que communales, rend la collaboration entre celles-ci difficile.	3
4	Une personne d'une initiative citoyenne est trop vindicative et nuit à la relation avec l'administration / les politiques.		Gestion au cas par cas. Ça se limite à quelques cas.				
5	Le local public prêté à l'initiative citoyenne est récupéré (sans préavis).		Situation jamais rencontrée et en général contrat, même poru occupation précaire.		BE peu concerné car met surtout à disposition des espaces verts le temps d'un évènement.	Le local public prêté à l'initiative citoyenne est récupéré (sans préavis).	5
6	Le projet porté par l'initiative citoyenne est récupéré par le politique qui lance une communication sur le projet sans citer les acteurs à l'origine de celui-ci.		Déjà eu plusieurs cas mais c'est liés aux communes.		Lié à la coordination	Le projet citoyen financé par la région est financé ensuite par la commune (ou vice-versa), sans aucun lien entre les deux.	6
7	Les citoyens/l'administration n'ont/a pas d'interlocuteur unique et clair à qui s'adresser.		Quand QDC il y a un coach de référence. Problème quand ça ne passe pas par un accompagnement. Serait chouette de voir la possibilité de conserver un lien/coach après l'accompagnement.	AT	Si Pascale n'est pas là, qui peut faire le relai au sein de BE ? Et au-delà des noms, il y a des contacts à créer. // Même problème dans l'autre sens: comment savoir si les bonnes personnes ont reçus les bons courriers ou les bonnes invitations dans une administration communale ? // Les agents communaux sont sursollicités par des demandes qui viennent de toutes parts (aussi parce qu'ils sont souvent "multicasquettes") Donc les réactions seront selon leur bon vouloir à moins qu'une personne soit spécifiquement désignée par le Collège pour traiter un dossier, un thème.	Les citoyens/l'administration n'ont/a pas d'interlocuteur unique et clair à qui s'adresser.	7
8	Les autorités publiques et citoyen.ne.s ne partagent pas la même vision (court terme/moyen terme).				BE se projette dans une perspective de 20-25 ans et dans la stratégie européenne. Puis les thèmes et les objectifs sont déclinés en plans quinquennaux. Ceux-ci ne coïncident pas nécessairement avec les mandatures régionales et communales.	Les autorités publiques et citoyen.ne.s ne partagent pas la même vision (court terme/moyen terme).	8
9	Le manque de connaissance mutuelle sur le fonctionnement interne (procédures, modes de gouvernance) des initiatives citoyennes et de l'administration amène des incompréhensions et tensions.		Voir les points 20 et 26. le coach joue quand même un rôle important. Le temps de décision est parfois lent aussi au sein des initiatives citoyennes (ça prend du temps de décider à plusieurs)	I	Au niveau des échanges quotidiens, il n'y a pas de problème. Cependant, le haut de la hiérarchie n'est pas toujours au courant. Besoin de contacts institutionnel, à un plus haut niveau. Et puis, comment faire pour communiquer avec une Commune ? Envoyer un courrier au Bourgmeste et au Collège. Mais quel est le chemin que va parcourir ce document au sein de l'administration ?	Le manque de connaissance mutuelle sur le fonctionnement interne (procédures, responsables...) des administrations respectives amène des incompréhensions et tensions.	9
10	La vision politique actuelle n'est pas alignée avec la vision portée par les initiatives citoyennes.		Les politiques régionales sont imposées sur BE. La vision est souvent travaillée par BE. QDC est une démarche politique top-down. Maintenant on a une remontée du système, cela s'inverse avec le temps.	I	Question de la légitimité des initiatives citoyennes. Par exemple, dans un projet mobilité, est-ce que les représentants d'un quartier durable sont considérés comme représentants de l'ensemble des habitants du quartier ? Parfois l'initiative est étendue sur le territoire ou chapeaute d'autres collectifs (ex: BLED) // Il est vrai aussi que certains quartiers durables sont fort politisés. // Parfois différentes tendances sont observables au sein d'un même quartier, voire il y a plusieurs quartiers durables par quartier ! Ne pourrait-on pas les regrouper en un seul ? NB: il existe dans le quartier des sous-quartiers... Et certains collectifs ne se reconnaissent pas forcément dans l'engagement de leurs voisins. // Flucity à WSP et Etterbeek: potentiel mais ne sait pas encore bien comment l'utiliser.	La vision politique actuelle n'est pas alignée avec la vision portée par les initiatives citoyennes.	10
11	Certaines structures citoyennes sont 'juges et parties' (membres politisés, ou administratifs, conflits d'intérêt, etc.)						
12	Les administrations ne se coordonnent pas à cause d'un problème interpersonnel interne.				On ne peut rien y faire.	Les administrations ne se coordonnent pas à cause d'un problème interpersonnel interne.	12

N	Turbulence	Initiatives citoyennes		Communes		N
		Priorisation	commentaire/précisions/prise de note	Priorisation	commentaire/précisions/prise de note	
14	Les différents services de l'administration ne sont pas d'accord entre eux et les projets sont bloqués en raison d'oppositions interservices.	AT	Coin du balai vit les tensions entre les services au sein de BE. Il y a des guerres de pouvoir en interne. Manque d'un interlocuteur. BE: au sein de l'administration travailler la transversalité.	AT	Les conflits peuvent surgir aussi bien chez BE que dans les Communes (ex Aménagement des espaces verts vs Natura 2000). Lorsque une nouvelle demande structurelle arrive, cela peut mettre plusieurs mois avant qu'une posture officielle soit définie. Ex à Uccle : tensions entre exploration d'un ruisseau sous gestion de BE et la promenade verte qui passe part là.	14
15	Le sujet sur lequel travaille l'initiative touche différents niveaux administratifs (région et communes) qui sont peu ou pas coordonné	AT	Fait écho au projet coin du balai.	AT	Agenda de BE qui correspond ou pas à celui des communes: pas co-créé, "top-down". Souvent BE choisit un thème annuel qui ne correspond pas avec celui sélectionné par les communes pour faire de la sensibilisation. Pour que les campagnes soient mieux coordonnées, ce serait bien de communiquer plus rapidement sur les thèmes qui feront l'objet d'un focus. C'est moins un problème pour les appels à projets qui sont devenus multi-thématiques. Encore que là aussi parfois plusieurs agences régionales, voire d'autres régions, interviennent (ex: Be Circular).// Qui "attaque" les citoyens ? la Région ou la Commune ? Les citoyens arrivent avec des demandes fortes et les dossiers se baladent. Si la Commune est prévenue ou que son parrainage est requis pour les projets subsidiés par la région, cela évite qu'elle tombe des nues. // Parrainage ou partenariat ? Dans le second cas, plutôt que de chercher le soutien de la commune, c'est une collaboration que l'on souhaite entamer, chacun apportant des ressources dans un projet, avec des demandes mais aussi avec des engagements de part et d'autre.// Reste la question de la faisabilité des projets (ex: nécessité de permis pour installation en voirie). BE est très étonné de cette situation car la vérification de la faisabilité auprès de la Commune (ou autorisation du propriétaire) figure parmi les critères de validation des candidatures de dossiers. // NB: il existe des quartiers durables autoproclamés (ex Raspail). // Quand les demandes arrivent, ce n'est pas toujours possible de tout caser dans les délais impartis, les communes n'arrivent pas à suivre. Est-il imaginable que la commune bénéficie d'un soutien ?	15
16	Les autorités publiques ont une attitude top-down avec un sentiment de (dé)valorisation des actions du terrain – conception de projets sans concertation des acteurs de terrain.	AT	BE : Dans le cadre de BE ou inspirons le quartier Logis-Floral : qu'en est-il des aménagements fait par BE (hors QDC) ? Souhait de pouvoir ouvrir la discussion.			16
17	Le cadre institutionnel est d'une telle rigidité que l'imprévu n'est pas possible ou l'erreur pas tolérée.	I	Au contraire souplesse que l'on n'espérait pas du côté du QDC Logis-Floral.		Le règlement de l'appel à projets et les procédures sont définies pour éviter les soucis. Cependant, ils permettent aussi une certaine flexibilité. Par contre, il n'existe pas beaucoup d'ouverture en dehors de ce cadre. Conscience des deux côtés de l'existence d'un cadre.	17
18					Il y a des oppositions interpersonnelles (conflits) entre responsables politiques de différentes entités qui doivent collaborer, et cela bloque le développement de certains projets.	18
19					Un des échevins cumule plusieurs mandats à différents niveaux et bloque la collaboration avec une initiative pour des raisons politiques	19
20	Les citoyens ne s'attendent de l'administration une réponse prompte et réactive mais les démarches administratives sont trop lentes pour satisfaire à ces demandes...	AT	Dans la gestion des subsides, le temps d'attribution est assez long (2 à 5 mois). Si l'administration ne cache rien, elle ne communique peut-être pas assez clairement sur l'évolution du dossier. Cela peut créer des tensions.			

		Initiatives citoyennes		Communes			
N	Turbulence	Priorisation	commentaire/précisions/prise de note	Priorisation	commentaire/précisions/prise de note		N
21	Les approches participatives entre administration ne sont pas encore très intégrées dans la culture administrative... Du coup y'a pas mal de ratés.		Plutôt le contraire : les quartiers ont appris des processus participatifs et des enseignements par l'accompagnement. Les deux ont appris et ont évolué ensemble.	AT	Il y a une différence entre culture et "capacité à". Ne pas oublier non plus que le processus participatif peut sérieusement ralentir un projet. Heureusement BE fait preuve de souplesse sur ce thème et n'exige pas de la participation à tous les étages. Les communes avouent être un peu démunies, manquer d'outils, de nouvelles compétences. // BE a mesuré que sur 10 ans, 80% de dégâts en moins quand le quartier était associé aux projets d'espaces verts.	Les approches participatives entre administration ne sont pas encore très intégrées dans la culture administrative... du coup, y'a pas mal de ratés.	21
22	Les agents sont toujours dans leurs bureaux et manquent d'expériences de terrain. Ils ont du coup du mal à comprendre les citoyens (et leurs contraintes ou requêtes).	I	C'est malheureusement vrai que les membres de l'administration sont confinés dans leurs bureaux. Exemple à Boitsfort d'une zone attribuée pour des ruches mais à proximité d'un arbre qui menace de tomber. Néanmoins, les coachs rapportent régulièrement ce qui se passe sur le terrain.				
23	Les projets à cheval sur deux communes ont des difficultés à se mettre en place car les communes ne travaillent pas ensemble.		Est-ce que BE peut être modérateur, facilitateur entre les communes. Les contacts se font souvent entre les services. Brulocalis peut mettre en lien plusieurs communes. => aller vers un service de médiation.		C'est surtout un problème pour les projets de mobilité. Pour les projets "environnement", souvent les agents des deux (ou plus) communes sont en contact les uns avec les autres.	Les projets à cheval sur deux communes ont des difficultés à se mettre en place car les communes ne travaillent pas ensemble.	23
25	Les citoyens font appel directement à des échevins pour accélérer le processus en court-circuitant les services administratifs.						
26	Les citoyens ont l'impression que la Région traîne car l'administration ne donne pas à voir le processus administratif du traitement des demandes citoyennes...	AT	Voir 20				
27	Un projet accepté dans un appel à projets n'a pas pu être mis en place suite à un manque de coordination interne à la Région	I	A rassembler avec les autres liés au souci de coordination. Exemple Coin Balai			Un projet accepté dans un appel à projets n'a pas pu être mis en place suite à un manque de coordination interne à la Région.	27
28	Le membre "pilier" (le plus porteur/principal) de l'initiative citoyenne s'en va.						
29	Les membres de l'initiative citoyenne s'épuisent et le projet perd en puissance. La région hésite à poursuivre son soutien.		Les subsides octroyés par BE sont soit épuisés jusqu'au bout, soit l'initiative doit les rembourser (cela arrive). Les coachs veillent à ce que le projet avance ou justifie auprès de l'administration les retards.				
32	L'espace occupé par l'initiative citoyenne va être réalloué pour un autre usage (qui n'est pas adapté).					L'espace occupé par l'initiative citoyenne va être réalloué pour un autre usage (qui n'est pas adapté).	32
33	Les pouvoirs publics demandent aux initiatives citoyennes de rendre des comptes exhaustifs et détaillés sur leur consommation de subsides pour justifier des dépenses publiques.	AT	Tout projet doit avoir une comptabilité. Mais problème avec BE: beaucoup d'énergie consacrée à la partie rédactionnel, des indicateurs etc. Même si ça permet aussi d'expliquer à BE et au quartier où on en est. Selon BE, la partie la plus intéressante est justement celle qui n'est pas chiffrée mais qui rend compte du vécu des expériences sur le terrain. C'est ce qui permet de faire progresser l'appel à projets. Néanmoins, on pourrait imaginer des documents simplifiés.	I	C'est déjà beaucoup moins complexe et peu exigeant sur la forme. Mais pas le cas pour tous les appels à projets. Par exemple Good Food où canevas + stricte et qui prend énormément de temps à rédiger / rassembler toutes les pièces alors qu'un interview serait plus efficace ou visite de terrain. // Parfois, pour un même projet, 2 subsides différents avec des rapports aux aussi différents. Peut-être moyen d'harmoniser les demandes de reporting, a fortiori quand les dates de subsides sont différentes.	Les pouvoirs publics demandent aux initiatives citoyennes de rendre des comptes exhaustifs et détaillés sur leur consommation de subsides pour justifier des dépenses publiques.	33
34	Les citoyens ont des difficultés pour remettre et suivre les appels à projets en raison de leur complexité et leur lourdeur administrative.	AT	Pas simple. Sans coach QDC pas possible. La feuille de route n'est pas abordable sans coach. Les citoyens ne souhaitent pas passer leur temps libre en partie admin et réunion. Ça demande un certain niveau de connaissance et maîtrise de la langue française. Souhait de BE de vouloir alléger cela, notamment dans le cadre de QDC. Gestion de projet : plateforme où l'on puisse glisser directement les factures et les soldes. Souvent on répond les mêmes choses, devrait clarifier les attentes derrière les questions. Le BP est intéressant et ça mérite de cadrer ce processus.				

N	Turbulence	Initiatives citoyennes		Communes		N	
		Prio-risa-fion	commentaire/précisions/prise de note	Prio-risa-fion	commentaire/précisions/prise de note		
35	La RégionCommune veut trop s’immiscer dans les projets des initiatives citoyennes... Ce qui entraine une peur d’ingérence chez les citoyens.						
36				I	Vrai question sur l'évaluation des politiques publiques. Pour les Agendas 21 et leur chapelet d'actions, trop souvent on se contente de vérifier si les actions sont ou non réalisées. Mais il est vrai que c'est un processus lourd et difficile à mettre en place.// Le fait est que peu d'infos remonte spontanément du terrain. // Ce n'est pas le cas entre les communes et BE.// Pour les citoyens, 1) sont-ils outillés ? 2) gros investissement en temps -> priorité sur la réalisation des actions.	L'administration a du mal à valoriser et justifier les dépenses de soutien aux projets d'initiatives citoyennes car celles-ci n'évaluent pas la réussite et l'impact de leur projets.	36
39	L'administration ne se rend pas compte du temps passé par les citoyens dans les initiatives, elle prend cela pour un acquis et ne réalise pas toujours que c'est du travail bénévole. L'administration ne peut pas trop exiger ou attendre de choses.	AT	Certaines initiatives demandent plus de temps que d'autres (cela prend du temps de construire des bacs). Elles sont aussi parfois victimes de leur succès, sursollicitées. Logis : on est sursollicité et parfois la communication est quasi menaçante (suite à votre subside, nous espérons que vous pourrez participer, même quand pas de la part de ceux qui ont attribué le subside).				
40	L'administration ne sait pas quelle attitude et méthodologie adopter pour accompagner les projets/Comités en crise						
41	Les citoyens sont découragés et déçus par l'administration quand celle-ci leur fait une réponse négative sur un projet, et ce sans réelle justification ou explication.						
42	Face à certaines contraintes juridiques et administratives, les citoyen.ne.s. se sentent démunies et ont besoin de soutien pour obtenir les autorisations de mise en œuvre de leur projets.		Le coach joue ce rôle. Ou l'organisation est assez solide.	AT	pour les initiatives citoyennes, les coaches jouent déjà un rôle important. Mais que se passe-t-il quand le coaching prend fin ? Il y a aussi des choses à faire pour la communication: co-construire le message dsur le site net de la commune, et prévoir une soirée d'infromation quand les nouveaux projets commencent.	Face à certaines contraintes juridiques et administratives, les citoyen.ne.s. se sentent démunies et ont besoin de soutien pour obtenir les autorisations de mise en œuvre de leur projets.	42
43	Les initiatives citoyennes reçoivent un subside pour un projet sans que la commune n'ait été informée, ce qui crée des tensions par la suite.	AT	manquait l'autorisation communale est nécessaire. On reçoit un subside mais souhait d'avoir une communication en avant. Environ 9 mois pour avoir une autorisation de la commune. Avoir un travaille avec les communes pour les sensibiliser et les ouvrir aux initiatives + informer en amont qu'il y a des initiatives. Peut-être un effort à faire simplifier certaines procédures administratives qui sont inutilement complexes.	AT	On en a déjà parlé voir point 15.	Les initiatives citoyennes reçoivent un subside pour un projet sans que la Commune n'ait été informée, ce qui créé des tensions par la suite	43
44	Les citoyens pensent que l'administration est contre eux et préfèrent donc agir sans leur autorisation ou soutien.						
45	Les subsides publics attribuées à l'initiative ne sont pas renouvelées ce qui met à mal les projets citoyens.			I	L'un des principes des subsides octroyés par BE est qu'ils n'ont pas vocation à être renouvelé (vise l'autonomie). NB: existe autres possibilités, il faut être créatif.		
46	L'administration fait face à des plaintes de riverains qui sont contre le projet de l'initiative citoyenne soutenu par la Région			AT	Souvent la personne qui porte le projet a été engagée sur le subside. Quid quand celui-ci prend fin.	Les subsides attribués aux communes par la Région ne sont pas renouvelés, ce qui met à mal le projet.	45
47	Les autorités publiques ont une attitude top-down avec un sentiment de (dé)valorisation des actions du terrain – conception de projets sans concertation des acteurs de terrain				Parfois le top down permet d'avancer plus vite.	Les autorités publiques ont une attitude top-down avec un sentiment de (dé)valorisation des actions du terrain – conception de projets sans concertation des acteurs de terrain.	47

		Initiatives citoyennes		Communes			
N	Turbulence	Prio-risa-fion	commentaire/précisions/prise de note	Prio-risa-fion	commentaire/précisions/prise de note		N
48	Un projet accepté dans un appel à projets n'a pas pu être mis en place pour des raisons politiques		Ne se produit que très rarement.	AT	Dans notre commune, nous avons adapté notre manière de fonctionner à "Inspirons le quartier". Nous conservons un budget restreint, avec appel à projets et suivi simplifiés pour les initiatives qui ne rentreraient pas dans ce cadre régional. Comme BE est trop puissant, l'adaptation ne pourrait se faire dans l'autre sens (adaptation à 19 manières de faire différentes). De plus l'appui de la Région donnera du poids aux projets présentés au Collège. // Toute la question du bon niveau auquel doit être portée l'action: régional pour ce qui est structurant, communal pour coller au plus près aux besoins/ préoccupations des citoyens et aux atouts, forces ou faiblesses de certains quartiers.	Région et communes offrent un même service au citoyen (appel à projet) plus "concurrent" que complémentaire.	48
49			Les communes manquent de souplesse dans les procédures administratives.		Ne s'arrête pas du jour au lendemain. Va en général au bout du projet en cours. Cela dit, c'est l'autonomie à terme qui est visée.	Une chute de gouvernement ou un changement politique radical après les élections met à mal un projet citoyen, voire le supprime.	49
50					il est déjà dans une autre.	Les administrations régionales et locales ne font pas suffisamment le lien entre leurs actions respectives vers les citoyen.	50